

CACAO, SOURCE DES REVENUS ET DES DEVISES DANS LE MONDE REGARD DIALECTICO - CONTREFACTUEL SUR LES ATOUTS, LES CONTRAINTES ET LES PERSPECTIVES POUR UNE ECONOMIE CACAOYERE DURABLE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par
William BOLIMA BOLITSI*

R

ésumé

Sous un regard dialectico-contrefactuel, la présente étude souligne que la dépendance de la République Démocratique du Congo à un seul produit d'exportation (matières précieuses) a démontré et démontre encore ses limites. La question de la diversification de l'économie nationale en vue de la multiplication des sources des devises refait surface, surtout avec la crise imposée par la pandémie Covid- 19. La cacao- culture s'avère, certes, l'une des voies pour relever ce défi. Selon l'Agence Belge de Développement « Trade for Development Center », le marché mondial du cacao représente en moyenne 10 milliards de dollars par an (BCEAO, 2014). Il constitue le troisième marché alimentaire mondial et entretient l'émergence d'une classe moyenne dans plusieurs pays d'Asie, d'Amérique Latine et de l'Europe de l'Est. L'étude révèle que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), avec la Côte d'Ivoire en tête (BCEAO, 2014), fait face à des crises financières et économique-sociales à répétition grâce à sa filière de cacao. La RD. Congo, avec sa potentialité, et, particulièrement, avec la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN), etc., peut se tirer d'affaire.

Abstract

Under a dialectical-contractual dependence in democratic republic of Congo (precious material) are showing and showing again the dimities. The question of diversification the nation economy with a view to multiplying the resources of the various resurface especially with the crisis imposed by the covid-19 pandemic cocoa cultivation is certainly one of the ways to meet the challenge. According to Belgian development agency "the world cocoa market, represents one overage 10 billion dollars per year (UEMOA). It is third largest food market in the world and sustains the emergence of a middle class in several Asian countries Latin America and Europe eastern the study several that the west Africa economic and social crisis monetary union (bceao, 2014) with Ivoir coast in the lead (BCEAO 2014) is facing the repeated financial and economic social crisis thanks to it's the DR Congo, with his resources unparticular cocoa of the Bengamisa (CABEN) to thinks its.

* William BOLIMA BOLITSI, est Docteur en sociologie et gradué en anthropologie après une brève formation en Droit (UNIKIN) et Professeur Associé à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa. Il est aussi membre du Comité de rédaction et publication de la revue et de la maison d'édition du CRIIC, tout en étant membre de plusieurs autres associations des savants, avec plusieurs productions scientifiques dans son actif. Assistant Parlementaire (Sénat – RDC/2006 à 2018), puis ; Conseiller (Chargé d'Etudes au Cabinet du Ministre de PME et Classe Moyenne (du Gouvernement Matata II/ 2015-2017).

I. INTRODUCTION

De prime à bord, il sied de relever que le cacao est un produit d'exportation et fait l'objet d'un intérêt considérable au niveau mondial. Plusieurs acteurs interviennent dans le domaine du cacao, ainsi que dans la chaîne des valeurs qu'il offre à travers la production, la transformation, la consommation et la commercialisation. La question est de savoir pourquoi la RD. Congo, malgré ses potentialités, ne profite pas de cette opportunité ? Tout en précisant qu'il ne s'agit pas, ici, d'une étude agronomique sur le cacao, néanmoins, la culture de cacao que nous considérons comme la voie vers la diversification de l'économie congolaise en vue de lui apporter les devises, se veut une pratique sociale. Elle fait ressortir les interactions sociales entre des acteurs impliqués. C'est la raison pour laquelle, elle intéresse la sociologie.

En effet, c'est sous le regard dialectico-contrefactuel, (KUNYUSA, B. G., & SHOMBA, K. S., 2012) soutenu par le matérialisme historique (BOLIMA BOLITSI, W, 2019) comme théorie, que nous passons en revue, les atouts, les contraintes et les perspectives pour une économie cacaoyère durable en République Démocratique du Congo. La documentation et l'observation participante nous ont servi de techniques dans la collecte des informations en rapport avec l'objet de notre étude, qui s'articule autour de trois points. Le premier, présente le cacao comme plante et comme fruit ainsi que des généralités sur le cacao durable. Le deuxième passe en revue quelques données sur le cacao sur le marché mondial. Le dernier esquisse les voies pour la promotion de la cacao-culture durable en plaidant pour une économie cacaoyère durable au Congo- Kinshasa. Une brève conclusion met un terme à cette étude.

II. GENERALITES SUR LE CACAO COMME PLANTE ET COMME FRUIT, ET LE POINT DE VUE SUR LE CACAO DURABLE

Le cacao désigne les fèves du cacaoyer et la poudre obtenue après torréfaction et broyage de ces fèves. Un arbre à feuilles persistantes, le cacaoyer porte le nom biologique de « théobroma cacao », pour dire : nourriture des dieux. Il pousse, principalement, dans les forêts tropicales et peut atteindre une hauteur de 15 mètres. Une plante relativement exigeante, le cacaoyer pousse sur des sols riches, à des températures supérieures à 16 degrés Celsius et nécessite une grande quantité d'eau. Voilà pourquoi, la culture du cacao se fait uniquement sous les tropiques les plus chauds et humides, entre le 20e parallèle Nord et le 20e parallèle Sud. L'on note plus d'une vingtaine d'espèces de cacao ; cependant, deux espèces, uniquement, interviennent dans la production de chocolat : Criollo et Forastero. Le Criollo se cultive en Amérique du Sud. Il est l'espèce la plus noble, puis, la plus chère et occupe une part de 15% de la production mondiale de cacao. Cependant, le Forastero est une espèce de cacao la moins exigeante, mais, la plus robuste, cultivée dans des pays africains et utilisée en grande partie dans les mélanges de cacao.

Le cacao est connu depuis plus de 3000 ans. Vénéralisé par les Mayas et les Aztèques, le cacaoyer était utilisé pour la fabrication de boisson faite à partir de ses fèves, lors de rituels religieux. Ces peuples mettaient de l'or, des pierres précieuses et du cacao dans les tombes de leurs morts. Ceci démontre son extrême importance, selon que ses fèves étaient également utilisées comme moyen de paiement. Si le chocolat était déjà accessible au commun des mortels en Angleterre, le cacao

a longtemps été un produit de luxe en Europe ; il ne devait pas manquer, à l'époque baroque, dans aucun ménage noble. Cependant, il était réservé en Italie, en France et en Allemagne aux personnes de sang bleu. Jusqu'en 1728, l'Espagne possédait le monopole du cacao qui passa ensuite, via le commerce, aux Pays-Bas. Au cours du XIXe siècle, la bourgeoisie s'impose peu à peu contre la noblesse, ce qui repousse le chocolat à boire, pourtant, dans l'oubli. C'est seulement avec la révolution industrielle que le cacao et les produits dérivés retrouvent leur popularité (BCEAO, 2014).

Du point de vue téléologique, la littérature socio-économique parcourue par nous, nous fait soutenir encore que la demande approximative de cacao par le volume broyé est estimée à près de 4,0 millions de tonnes depuis 2012. Elle émane essentiellement des pays du Nord, principalement, de l'Europe. En 2009, 60% du cacao produit dans le monde étaient exportés vers l'Europe, 21% vers l'Amérique du Nord, 10% dans la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et le reste en Asie. Cette situation s'expliquerait par le fait que l'Amérique du Nord reste, avec l'Europe, les principaux consommateurs de chocolats, selon l'Organisation Internationale de Cacao (ICCO). Le cacao est généralement importé sous forme de fèves, de beurre et de tourteaux destinés à l'alimentation, et dans une moindre mesure aux industries pharmaceutiques et cosmétiques ((BCEAO, 2014). La demande de poudre de cacao est prédominante dans les pays d'Asie où elle est utilisée pour parfumer les biscuits, les glaces et les boissons chocolats de plus en plus consommés dans cette région du monde. Par ailleurs, la demande de cacao spéciaux et de cacao d'origine est très dynamique.

Les premiers producteurs de cacao sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Malaisie et le Brésil. Il

s'observe, néanmoins, que le marché de cacao demeure oligopolistique. Il est évident que la quasi-totalité (environ 99%) des parts de marché mondial est détenue par une dizaine de broyeurs et de chocolatiers. Pour ce qui est du broyage de cacao, cinq entreprises se partagent un peu plus de 50% des parts de marché. Il s'agit de Cargill (14,5%), Archer Daniels Midland (ADM) (13,5%), Barry Callebaut (12,5%), Petra Foods (7%) et Blommer (5,3%). Pour ce qui est du chocolat, 50% de fabrication sont assurés par cinq industries, à savoir Kraff (14,9%), Mars (14,5%), Nestlé (7,9%), Hersheys (4,6%) et Ferrero (4,5%). La demande mondiale de cacao est suffisamment couverte par la production et les stocks disponibles. Elle s'est, avec celle des produits dérivés, accompagnée au cours des dernières années d'une évolution des exigences des consommateurs. Les grands industriels du secteur ont édicté des normes regroupées sous le vocable de « cacao durable » (BCEAO, 2014).

Signalons, en outre, qu'au delà de ses fonctions sociales, économiques et alimentaires, évoquées ci-haut, le système cacao joue encore un rôle fondamental dans la gestion conservatoire des paysages et de leurs ressources, à savoir l'eau, les sols, le maintien de la fertilité et la séquestration de carbone (WWWayikita. Org, consulté le 12 Juillet 2019). Son système agroforestier, avec celui du café, contribue le plus à la protection des sols et des écosystèmes locaux. En outre, la sociologie rurale comparée évoque une étude récente conduite sur les changements climatiques en Haïti, qui a révélé qu'à partir de 2020 la température augmentera de 0,90 C et à l'horizon de 2050 de 1,80 C. Cette augmentation de la température va affecter négativement le développement de certains systèmes de cultures comme le café, tandis que ce changement pourrait, par contre, s'avérer plus favorable pour les cacaoyers (WWWayikita. Org consulté le 12

Juillet 2019).

En ce qui concerne le « cacao durable », il s'agit d'un ensemble de règles de production qui prône le respect de trois aspects utiles qui sont environnemental, économique et social. Il sied de faire savoir que « la production de cacao fait l'objet d'une grande attention qui la place au centre d'un intense débat à l'échelle mondiale sur les méthodes employées dans le secteur. La filière se trouve ainsi impliquée dans les grandes questions d'actualité internationale telles que le travail des enfants, la préservation de l'environnement et la pauvreté en milieu rural. Ces sujets sont étroitement liés aux normes internationales de qualité de la production de cacao ». La République Démocratique du Congo doit y souscrire, du fait que l'objectif poursuivi par le « cacao durable » est de mettre sur le marché un produit de bonne qualité de façon durable, faisant l'objet de transactions transparentes et équitables, afin d'améliorer les conditions de vie des producteurs et porter un coup fatal au travail des enfants dans les plantations.

Autrement dit, le terme « cacao durable » regroupe l'ensemble de règles en rapport avec la production de cacao, édictées par les industriels du secteur, elle concerne le travail des enfants dans les plantations de cacao, considéré comme répulsif par les industriels et les consommateurs de cacao, en particuliers, européens.

Ceci est à l'origine des menaces de boycott du cacao produit dans certains pays et appelle à tout pays producteur à la surveillance de la main-d'œuvre de la filière. Puis, vient la problématique du respect de l'environnement liée à la question du développement durable. Il faut assurer l'approvisionnement continu sans compromettre l'activité dans le secteur, en protégeant la forêt pour des générations futures. Enfin, l'accent est mis sur une rémunération plus

équitable des paysans en vue de l'amélioration des conditions de vie des ruraux pour accroître l'engouement des producteurs dans la culture de cacao (BCEAO, 2014).

Quid alors de l'économie cacaoyère durable ?

Nous répondons à cette question en référant à l'étude monographique sur la filière de cacao dans l'UEMOA, produite par la BCEAO. A cet effet, il faut considérer l'économie cacaoyère durable comme l'ensemble de ces principes qui accompagnèrent la réforme sur la filière du cacao. La réforme vise spécifiquement:

- l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources générées par la filière ;
- la réorganisation de la production et l'amélioration de la productivité ;
- la transformation de la moitié de la production par l'industrie locale ;
- l'instauration d'un prix d'achat minimum garanti équivalent à 60% du prix CAF et la limitation des prélèvements sur la filière à 22% du prix du CAF en vue d'améliorer les revenus des producteurs, et ;
- la consolidation de la vente à l'exportation par la méthode de vente anticipée de 70% à 80% de la production de la campagne suivante (BCEAO, 2014).

Ces défis résument la problématique de la production du cacao. Leur prise en charge devrait conduire à la création d'une économie cacaoyère durable qui favorise un approvisionnement sécurisé du marché et une répartition plus équitable des revenus générés par le secteur. C'est en ces termes que se présentent les informations qu'il fallait donner en rapport avec le cacao, le cacao durable ainsi que sur « l'économie cacaoyère durable ». Le point qui suit table sur quelques informations utiles en rapport avec le marché mondial de cacao.

III. CONDENSEE D'INFORMATIONS SUR LE CACAO DANS LE MONDE ET LA NECESSITE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE PAR LA CACAO- CULTURE DURABLE

Ce point planche sur la problématique de la filière de cacao dans le monde et en Afrique. L'exploitation scientifique des informations y afférentes, nous servent à formuler des recommandations dans le cas de la République Démocratique du Congo.

En effet, selon l'Agence Belge de Développement « Trade for Development Center », le marché mondial du cacao représente en moyenne 10 milliards de dollars par an (BCEAO, 2014). Il constitue le troisième marché alimentaire mondial et entretient l'émergence d'une classe moyenne dans plusieurs pays d'Asie, d'Amérique Latine et de l'Europe de l'Est. En outre, selon les statistiques de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) (BCEAO, 2014). la demande de cacao et de ses produits dérivés ne cesse d'aller crescendo. Les perspectives de la filière cacao demeurent d'autant plus favorables que la demande potentielle et la demande effective sont appelées à croître. Les profondes mutations en cours en sont les déterminants. Dans la liste des facteurs, il y a encore lieu de citer, par exemple, la montée en puissance de la classe moyenne partout dans les pays en développement, particulièrement, en Afrique.

Pour répondre à cette demande mondiale sans cesse croissante, le développement de la culture de cacao continue à prendre de l'ampleur, notamment en Asie, après l'Afrique où elle est fortement encrée (BCEAO, 2014). L'UEMOA demeure une organisation importante, qui s'intéresse à la culture de cacao en Afrique. Sa filière de cacao connaît, parfois, des années de

succès et des incertitudes. Cette dernière peut être marquée, notamment, par la baisse sensible des revenus perçus par les paysans, le manque d'investissements dans les plantations ou par la chute des rendements. Au sein de cette organisation, le cacao est produit dans trois pays, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo (BCEAO, 2014).

La Côte d'Ivoire est le premier pays producteur mondial du cacao. Sa production qui ne fait que croître, représente un peu plus de 32% des parts du marché. La filière cacao en Côte d'Ivoire contribue pour environ un tiers aux recettes d'exportation du pays et environ 20% à la formation de la richesse nationale. Près d'un quart de la population ivoirienne dépend de la culture du cacao. La sociologie rurale comparée nous fait noter qu'il est d'un enjeu stratégique pour le développement économique et social de ce pays, ainsi qu'un instrument important dans la lutte contre la pauvreté. Du côté de Togo, les données en notre possession, selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), nous permettent d'affirmer que la production y demeure modeste, avec un volume moyen estimé à environ 100.000 tonnes. Pour ce qui est du Bénin, les données disponibles indiquent, selon la même source, une production moyenne de 100 tonnes durant ces dernières années (BCEAO, 2014).

Le regard sociologique sur le marché international nous fait noter que la production mondiale du cacao n'a cessé d'augmenter depuis 1960. Les informations y relatives peuvent se résumer comme suit : la production est passée de 1,2 million de tonnes en 1961 à 1,7 million de tonnes et 5,0 millions de tonnes respectivement en 1980 et 2012. Cette progression est la conséquence de l'extension des superficies plantées et, dans une moindre mesure, à d'accroissement des rendements qui sont, en moyenne, passé de 352, 4 kg à 503, 6 kg entre 1980 et 2012, etc.,

soit une hausse de 43% durant ces dernières années (BCEAO, 2014).

Cependant, durant ces dernières décennies, la géographie de l'offre de cacao connaît aussi des bouleversements. L'Amérique Latine, d'où est originaire la cacaoyère, est passée du stade de premier producteur avec plus de 80% des quantités mondiales à la fin du 19^{ème} siècle, à la troisième derrière l'Afrique de l'Ouest et l'Asie en 2012. En Afrique de l'Ouest, la production de cacao est passée d'environ 1.000.000 tonnes à près de 1.400.000 tonnes au cours de la décennie 1980. Elle se situait autour de 3.000.000 tonnes en 2012. Dans les pays d'Asie, la production qui était inférieure à 60.000 tonnes à la fin des années 1970 a atteint près de 400.000 tonnes à la fin de la décennie suivante. En 2012, elle a été élevée à environ 100.000 tonnes, etc. En Amérique Latine, la production est demeurée autour de 450.000 tonnes entre 1980 et 2010. Elle s'est accélérée au cours de ces dernières années, atteignant une quantité moyenne de 560.000 tonnes (BCEAO, 2014).

Il y a lieu de clore nos propos sur la filière de cacao dans le monde et en Afrique en insistant sur le fait que le marché mondial du cacao présente des tendances prometteuses actuellement. D'ailleurs, nous rappelons que la production de cacao est le principal pilier du sous-secteur agricole de la Côte d'Ivoire, par conséquent, revêt une importance stratégique pour l'équilibre macro-économique et la stabilité sociale de ce pays (BCEAO, 2014). La République Démocratique du Congo, avec ses potentialités, et, particulièrement, avec la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN), seulement, peut être listée parmi les grands producteurs mondiaux de cacao (BOLIMA BOLITSI, W., IYEFA WESSA, P. et NZENGA MAMBU, C-K, 2017), en emboitant le pas des Etats qui sont en train de forger leur équilibre social par l'économie cacaoyère

(BCEAO, 2014). Le regard contrefactuel sur la Cacaoyère de Bengamisa avait démontré qu'il était possible de faire de la cacao-culture la locomotive de la croissance en République Démocratique du Congo (BOLIMA BOLITSI, W., 2018).

IV. LA RD. CONGO ET SON CACAO : REGARD DIALECTICO - CONTREFACTUEL SUR LES ATOUTS, LES CONTRAINTES ET LES PERSPECTIVES POUR UNE ECONOMIE CACAOYERE DURABLE

Puisque le marché mondial du cacao présente des tendances prometteuses actuellement, la question qu'il faut soulever à ce niveau de cette réflexion est : « pourquoi la RD. Congo n'emboite pas le pas des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), particulièrement, la Côte d'Ivoire, en dépit de ses potentialités en vue de se procurer des devises ?

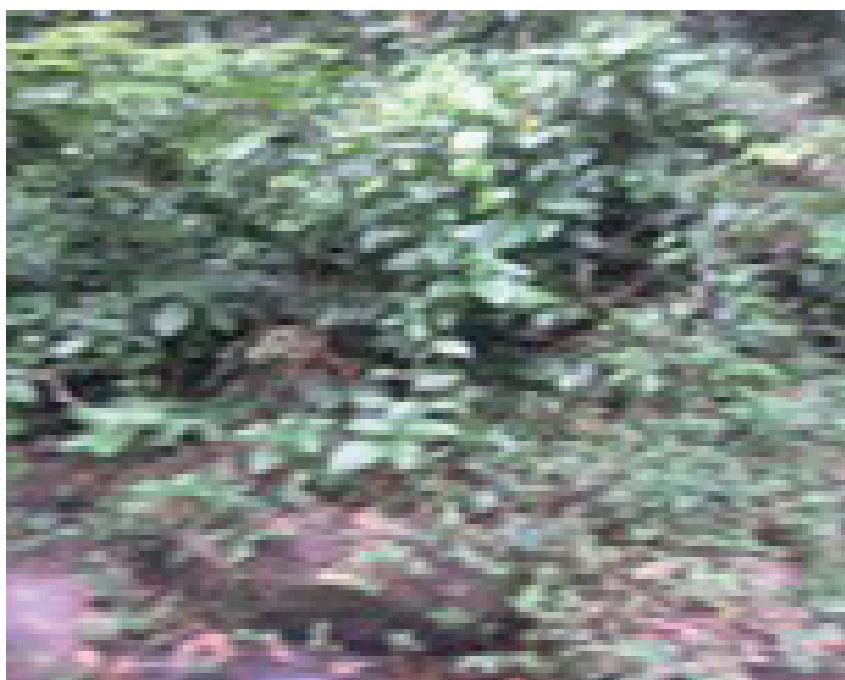
Certes, la culture de cacao représente entre 15% et 20% du PIB pour la Côte d'Ivoire. Celle-ci y emploie près de 600 000 planteurs et fait vivre près du quart de la population, soit environ 6 millions de personnes. La sociologie rurale comparée nous fait admettre que la filière de cacao est le principal pilier de l'économie ivoirienne. C'est raison pour laquelle le Gouvernement Ivoirien intervient à tout prix pour soutenir le secteur. Paradoxalement, la République Démocratique du Congo, qui présente un énorme espace plus que la Côte d'Ivoire, classée première productrice mondiale jusque là, se veut pleurnicharde devant la communauté internationale (BONGELI YAIKELO E, 2009), enquête des devises pour financer son budget chaque année (BOLIMA BOLITSI, W., 2019).

Sans doute, la fertilité de son sol et ses espaces fonciers encore disponibles, doublés de l'en-

thousiasme de sa population locale, font de la RD. Congo, un espace favorable à la culture de cacao. A coup sûr, en République Démocratique du Congo, le cacao pousse presque dans toutes ses provinces. Les vestiges des plantations de cacao datant de l'époque coloniale (Cfr. les paysannats), récupérées par les dignitaires de la 2ème République (avec la zaïrianisation de Mobutu), puis abandonnées dans la nature, etc., sont encore visibles jusqu'à ce jour. Parmi les plus remarquables, il y a lieu de considérer les plantations de PLC, (devenue PLZ, récupérées par MARSAVCO, la CACAOZA dans l'actuelle province de Sud- Ubangi, et, surtout, le cas de la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN) dans l'actuelle Province de la Tshopo (BOLIMA BOLITSI, W., 2019).

S'il faut prendre, seulement, le cas emblématique de la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN), faire le plaidoyer pour une économie cacaoyère durable en République Démocratique du Congo est sans appel. En dépit du vieillissement de ses plantations, la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN), assure encore une production de cacaos marchands chaque année et présente, tant bien que mal, quelques réalisations. Certes, celles-ci ne reflètent pas la valeur du projet par rapport à sa capacité installée, mais nous sommes, grâce aux résultats de l'analyse contrefactuelle (BOLIMA BOLITSI, W. 2019).), convaincu que le projet laisse entrevoir des lendemains prometteurs, pourvu qu'il soit pris en charge par les pouvoirs publics et/ ou les partenaires financiers.

Le paysage de la plantation de la Caben à 36 km de la Ville de Kisangani dans la Province de la Tshopo/RDC.



Source : Photos prises par nous en 2017 lors de nos enquêtes de terrain, dans le cadre de nos recherches doctorales d'autres fois.

Il faut noter avec Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou que l'analyse contrefactuelle est cette démarche qui pousse à : « se demander ce qui aurait pu être si ... ». Elle pose, généralement, la problématique de l'effectuation d'un possible parmi plusieurs possibles, en répondant à cette question fondamentale : « que se passerait-il passé si... », ou « qu'est-ce qui aurait pu arriver... ». Par l'analyse contrefactuelle, le chercheur est appelé à « se poser la question de ce qui aurait pu advenir » (QUENTIN DELUERMOZ et PIERRE SINGARAVELOU, 2012). Dans le cadre de cette étude, elle nous permet de dégager la production de la Cacaoyère de Bengamisa et ses apports possibles pour le pays, etc., par rapport à sa capacité installée, et, d'en faire des projections en nous référant à la situation de la filière de cacao dans le marché mondial. L'exploitation des données des tableaux en rapport avec la production de la

Cacaoyère de Bengamisa en termes de tonnages qui suivent, nous renseignent plus.

Elles prennent en compte l'étendue actuelle de ses plantations : Bloc Industriel : 443 ha sur 470 ha prévus (soit 94% de réalisation) et Bloc Familial : 686 ha sur 515 ha prévus (soit 133% de réalisation), soit au total 1.129 ha de plantations sur 985 prévus. Ces données concernent la période qui va de 2007 à 2016, soit, environ dix années. Elles font l'objet d'une « analyse contrefactuelle » (BOLIMA BOLITSI, W., 2019), soutenue par des estimations. Lesquelles estimations contrefactuelles nous permettent d'esquisser des recommandations pour la RD. Congo. Pour ce faire, nous allons considérer la production de la CABEN en tonnes à partir de 2007 à 2016. Ainsi, la situation se présente comme suit:

Tableau I: Evolution de la production des cacaos marchands de la CABEN exprimée en tonnes (de 2007 à 2016).

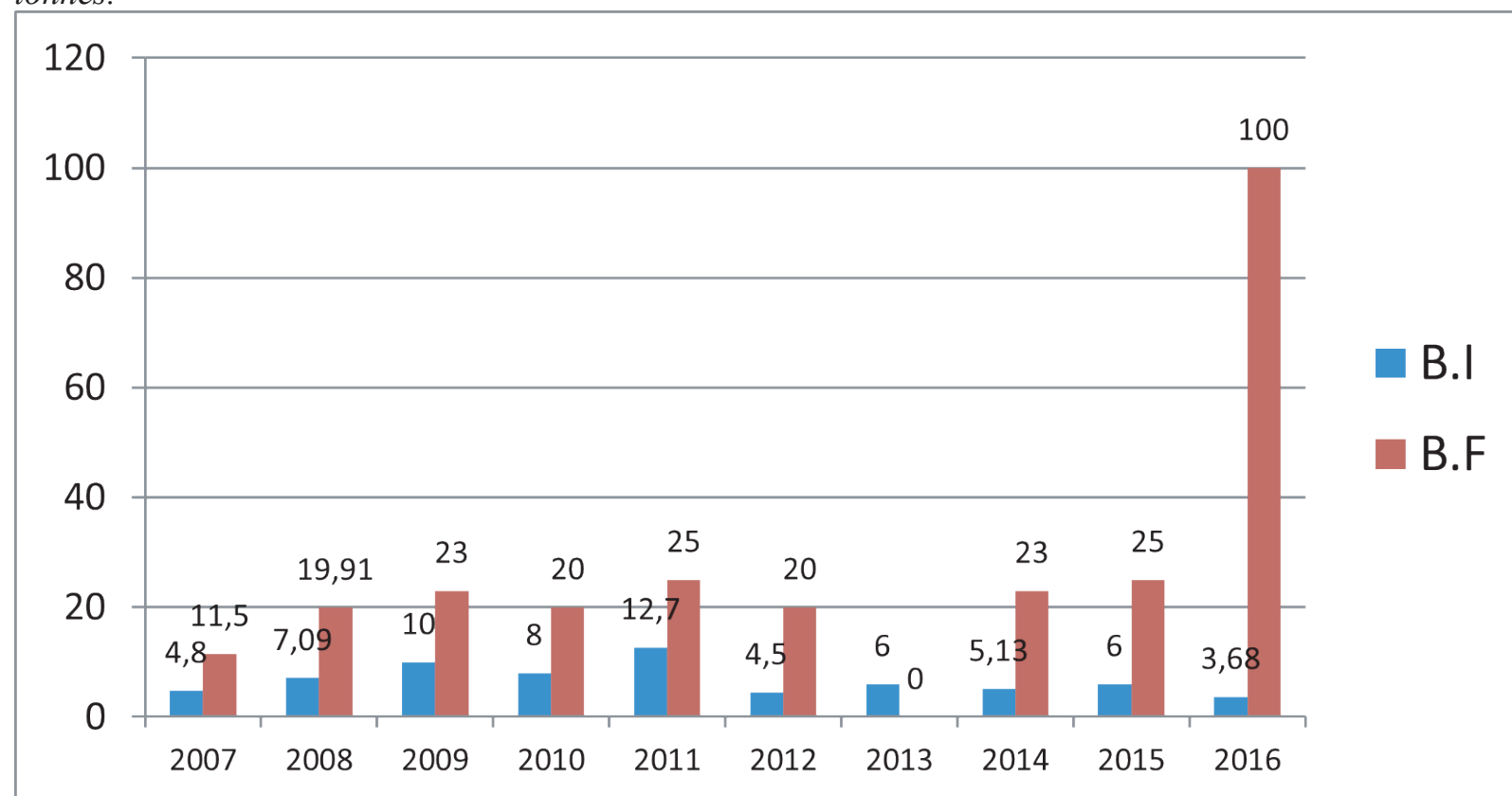
Années-BLOCS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
B.I	4,8	7,09	10,0	8,0	12,7	4,5	6,0	5,13	6,0	3,68	67,9
B.F	11,5	19,91	23	20,0	25,0	20,0	21	23,0	25,0	100,0	288,41
TOTAL	16,3	27	33	28	37,7	24,5	27,0	28,13	31,0	103,68	356,31

Source : Ce tableau est conçu à partir des données reçues par nous au sein de l'Administration Centrale de la CABEN, à Kisangani, en Avril 2017. Les sources sont pareilles pour tous les autres tableaux qui suivent, en rapport avec la production de la CABEN (BOLIMA BOLITSI, W.2019)

La lecture de ce tableau indique la production de cacao marchand par la CABEN à travers ses deux structures organisationnelles en la matière. Il s'agit du Bloc Industriel (BI) et du Bloc Fami-

lial (BF). Le graphique qui suit assure la visualisation des données étalées à travers le tableau ci-dessus.

Graphique n° 1. La variation de la production des cacaos marchands de la CABEN de 2007 à 2016, exprimée en tonnes.



Source : cf. les données du tableau I

Tableau II : La variation de la production des cacaos marchands de la CABEN de 2007 à 2016, exprimée en pourcentage.

Année Blocs	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
B.I	29,4	21,4	31,13	27,4	36,9	-3,6	11	2,8	8,2	-1,3	11,8
B.F	70,6	78,6	68,86	72,6	63,1	103,6	89	97,2	91,8	101,3	88,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Commentaire : les données que nous présente ce tableau renseignent que la production de la CABEN varie d'une année à une autre. Plusieurs déterminations sont à retenir en ce qui concerne la précarité de la production CABEN.

Tableau III : Evolution des parts de Bloc Industriel (BI) et Bloc Familial (BF) dans la production des cacaos marchands de la CABEN de 2007 à 2016, exprimée en pourcentage.

Années Blocs	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
B.I	29,4	26,3	30,3	28,6	33,7	18,4	22,2	18,2	19,4	3,5	19,1
B.F	70,6	73,7	69,7	71,4	66,3	81,6	77,8	81,8	80,6	96,5	80,9
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Commentaire: Certes, depuis 2007 à 2016, en dépit des différentes variations connues, il ressort de ces données de terrain comme le tableau ci-haut le prouve que, c'est toujours le Bloc Familial qui produit plus que le Bloc Industriel. Il s'observe que dans aucune année, la production du Bloc Industriel est allée au-delà de la moyenne. La comparaison entre les parts du Bloc Familial et Bloc Industriel arrive à la

conclusion selon laquelle, pour les dix années prises en compte par cette étude, c'est la part du Bloc Familial qui demeure plus considérable. En considérant par exemple le total général des parts de ces deux blocs, sur les 100% de la production, le Bloc Familial apporte 80,9%, alors que, le Bloc Industriel n'apporte que 19,1%.

Les raisons évoquées pour la précarité de la production sont aussi à retenir dans ce cas. Mais, il est utile d'ajouter que, généralement, les planteurs indépendants, qui forment ce Bloc considèrent leurs cabosses qu'ils vendent

à la CABEN comme de la marchandise. Ceci constitue ainsi un facteur de plus pour qu'ils s'adonnent à la production que les travailleurs, engagés et salariés de la CABEN (BOLIMA B. W., 2019).

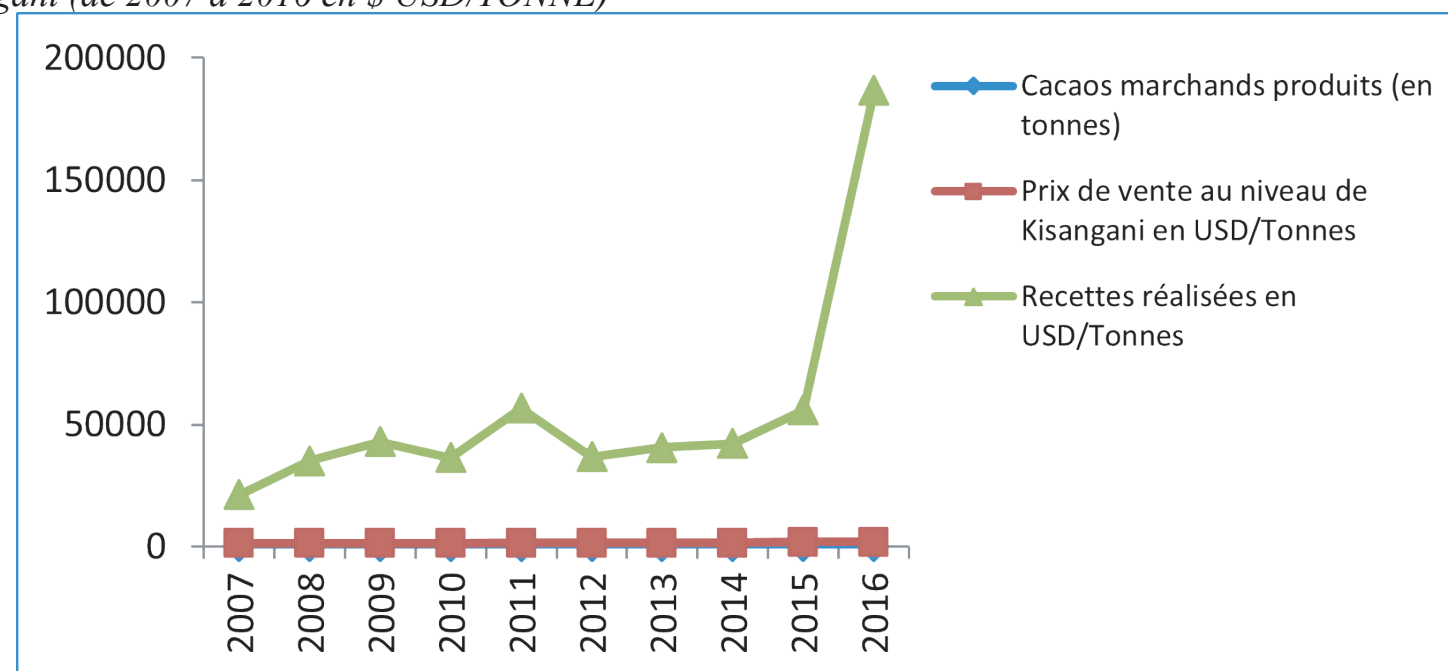
Tableau IV: Evolution des recettes réalisées de la vente des cacaos marchands au niveau de Kisangani par la CABEN (de 2007 à 2016 en \$ USD/TONNE).

ANNEE		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cacaos marchands produits (en tonnes)		16,3	27	33	28	37,7	24,5	27,0	28,13	31,0	103,68
Prix de vente au niveau de Kisangani	Par kg	1,3	1,3	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,8	1,8
	Par-Tonne	1300	1300	1300	1300	1500	1500	1500	1500	1800	1800
Recettes réalisées en USD/Tonnes		21190	35100	42900	36400	56550	36750	40500	42195	55800	186624

Commentaire : le tableau ci-haut indique l'évolution du prix de cacao par kilos, tel que converti en tonne au niveau Kisangani de 2007 à 2016. Il montre que ce dernier stagne presque. Les acheteurs à ce niveau local font que le prix n'augmente pas assez pour qu'eux gagnent plus en revendant. L'évolution des recettes réalisées par la CABEN chaque année, tout au long de la période prise en compte par cette étude, s'obtient par la mul-

tiplication du nombre de tonnes de l'année et le prix de la tonne de l'année considérée. Ainsi, le projet, non seulement, perd pendant les récoltes, mais, aussi et surtout, en vendant son cacao à un prix bas sur place à Kisangani. Voilà pourquoi, il est important que l'Etat congolais intervienne, en vue de protéger le projet face à tous ces mécanismes de prédation. Le graphique qui suit en assure la visualisation.

Graphique n°2 : La variation des recettes réalisées par la CABEN avec la vente des cacaos marchands au niveau de Kisangani (de 2007 à 2016 en \$ USD/TONNE)



Source : cf. les données du tableau V.

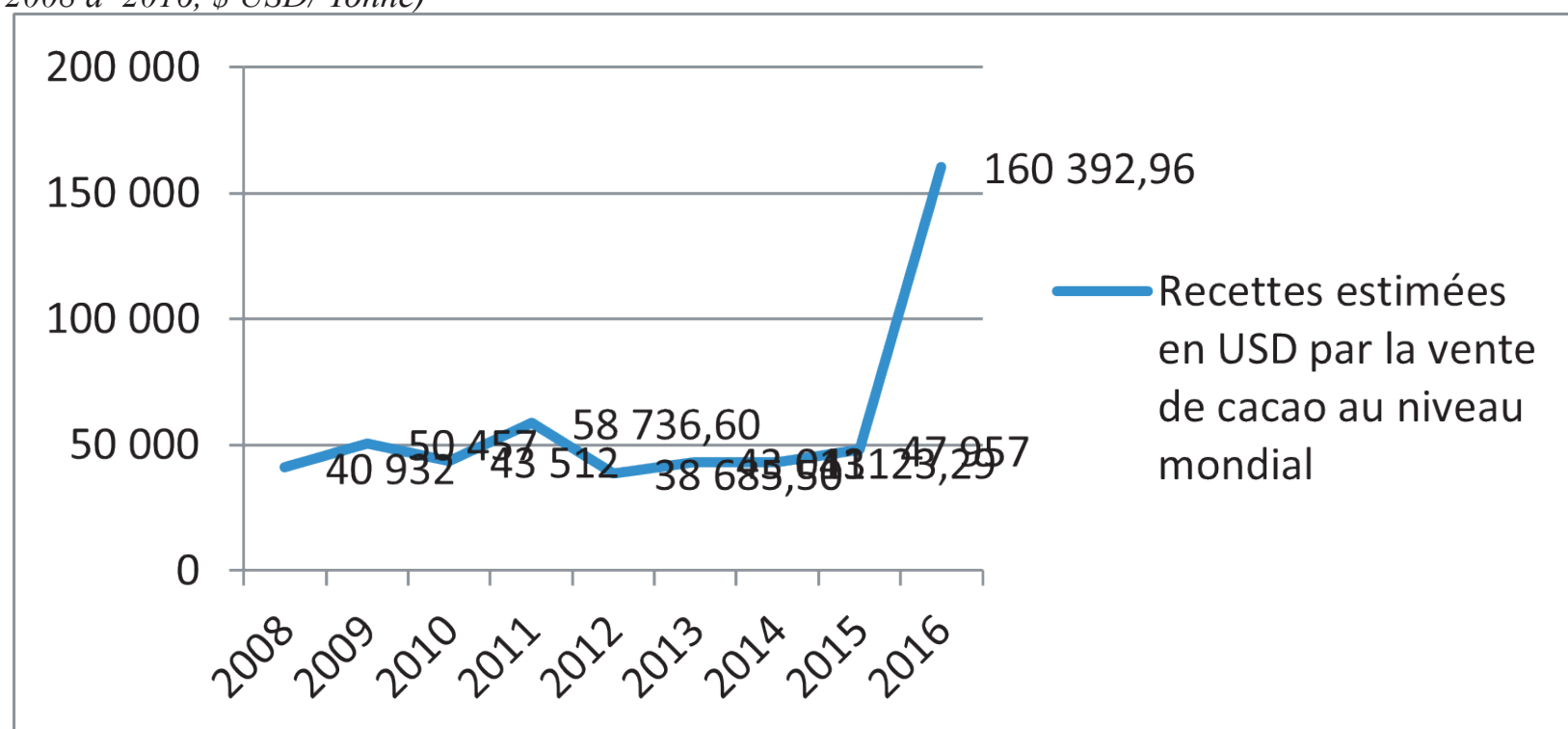
Tableau VI: Evolution des recettes estimées de la CABEN de la vente des cacaos marchands au niveau mondial (de 2008 à 2016 en \$ USD/ Tonne).

ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
Cacaos marchands produits (en tonnes)	27	33	28	37,7	24,5	27,0	28,13	31,0	103,68	356,31
Prix de vente au niveau mondial	1 516,0	1 529,0	1 554,0	1 558,0	1 579,0	1 593,0	1 533,0	1 547,0	1 583,00	13 992
Recettes estimées en USD par la vente de cacao au niveau mondial	40 932	50 457	43 512	58 736,6	38 685,5	43 011	43 123,29	47 957	160 392,96	4 985 489,52

Sources : cf. les données du tableau I, IV et VI.

Commentaire : Le tableau ci-haut nous offre des données sur les recettes estimées que réaliserait la CABEN par la vente de son cacao au niveau mondial. Le graphique qui suit sert de la visualisation. Nous avons considéré les prix à la clôture de chaque année.

Graphique n°4. Evolution des recettes estimées de la CABEN par la vente des cacaos marchands au niveau mondial (de 2008 à 2016, \$ USD/ Tonne)



Source : cf. les données du tableau VI.

Cacao, source des revenus dans le monde. Regard dialectico-contrefactuel sur les.....

Tableau VII: Comparaison entre les recettes de la vente au niveau local (de Kisangani) avec celles du niveau mondial

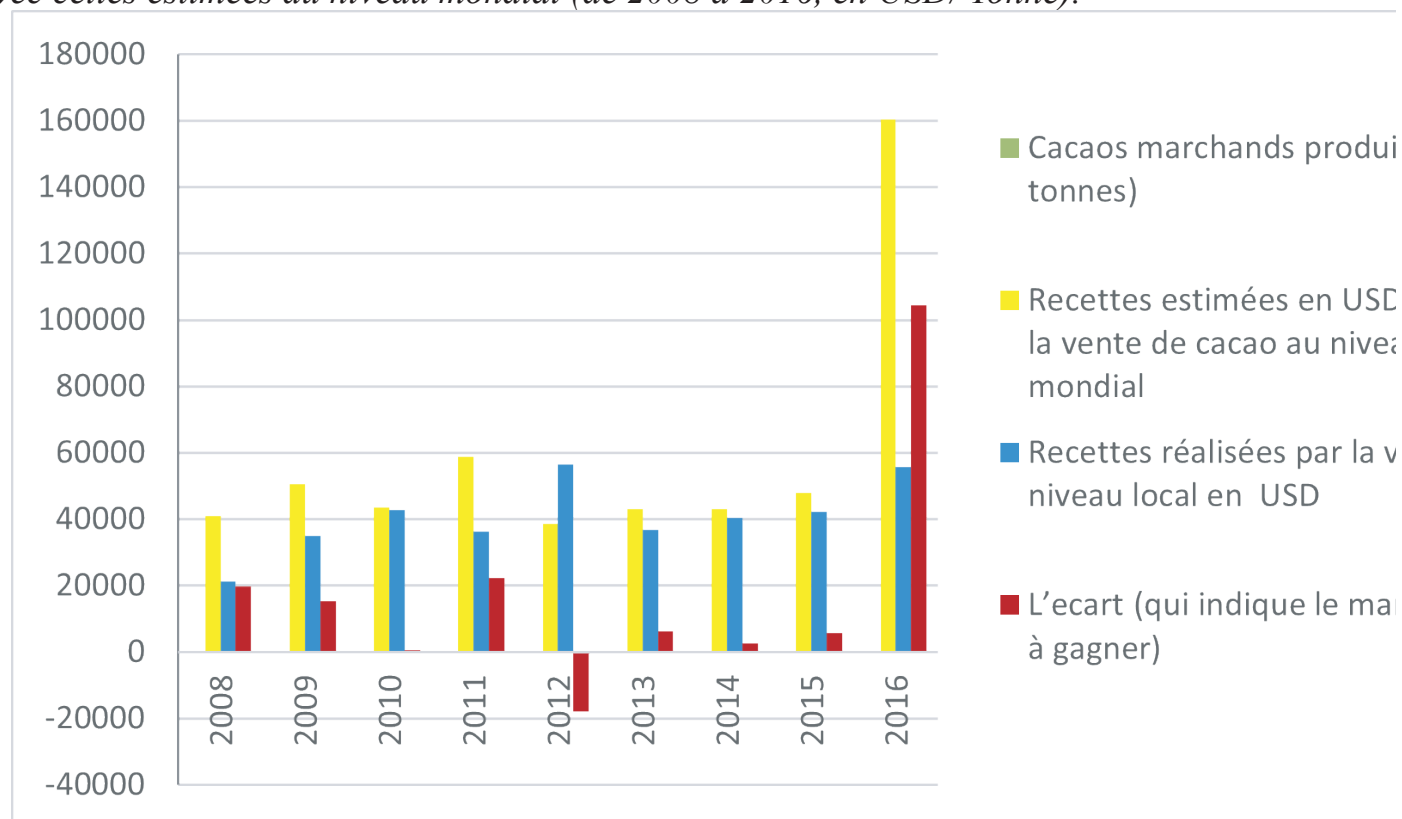
ANNEE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cacaos marchands produits (en tonnes)	27	33	28	37,7	24,5	27,0	28,13	31,0	103,68
Recettes estimées en USD par la vente de cacao au niveau mondial	40 932	50 457	43 512	58 736,6	38685,5	43 011	43123,29	47 957	160 392,96
Recettes réalisées par la vente niveau local en USD	21190	35100	42900	36400	56550	36750	40500	42195	55800
L'écart (qui indique le manque à gagner)	19742	15357	612	22336,6	-17864,5	6261	2623,29	5762	104492,96

Source : *cf. les données du tableau I, IV, V et tableau VI*

Commentaire: le tableau ci-haut offre des informations résumées à la fois, des recettes réalisées : - au niveau local de Kisangani, - au niveau du marché mondial (estimations), ainsi que l'écart entre les deux niveaux de chaque année et présente le manque à gagner connu par le projet.

Certes, il ressort de ces estimations que pour chacune de ces années, l'écart entre ce que CABEN gagne par la vente des cacaos au niveau local et ce qu'elle gagnerait par la vente de la même quantité au niveau mondial (sauf en 2012) est criant. Le graphique qui suit sert de la visualisation.

Graphique n° 5. Evolution de l'écart entre les recettes de la CABEN de la vente de cacaos au niveau local (de Kisangani) avec celles estimées du niveau mondial (de 2008 à 2016, en USD/ Tonne).



Source : *cf. les données du tableau VII.*

Ainsi se présente l'état des lieux de la production de cacao par la CABEN et toutes ses incidences sur le projet lui-même, sur l'« espace Bengamisa », et, sur le devenir historique de la nation congolaise. Sans pour autant être limitatif, il y a lieu de résumer les facteurs inhibiteurs de la promotion de la culture de cacao à Bengamisa, mieux, en République Démocratique du Congo en ces termes :

- sur le plan politique, il nous revient de rappeler qu'au départ déjà, Monsieur Mobutu Sese Seko, Président de la République du Zaïre, devait satisfaire son homologue Houphouët Boigny de la Côte d'Ivoire. Ce dernier lui proposa que le Zaïre de Mobutu exploite les minerais, en laissant la culture de cacao à son pays. Avec ce désengagement de l'Exécutif congolais de l'époque, dialectiquement (SHOMBA, K, S., 2013) les bailleurs de fonds se sont découragés et retirés jusqu'à ce jour. A cela s'ajoute l'absence d'une volonté politique, qui se matérialise, actuellement, par le manque d'une prise en charge de la Cacaoyère de Bengamisa et toutes les autres plantations à travers le pays par l'Etat congolais. Précisément, l'absence des subventions, du suivi de la gestion et du contrôle de leurs patrimoines dans l'intérêt de tous les acteurs impliqués dans le procès de la production des cacaos marchands (BOLIMA, B, W, 2019) ;
- la mauvaise gestion de la part des différents Comités de Gestion que le (s) projet (s) a (ont) connu (u) et leur avarice. Ces derniers, généralement, gèrent les projets comme leurs « entreprises familiales » au détriment des intérêts des ouvriers et des populations locales. Cela, parfois, en complicité avec les autorités gouvernementales. A cet effet, il s'observe, non seulement, la désertion de plusieurs travailleurs, mais, aussi et surtout, la réticence des bailleurs de fonds qui ne sont plus prêts à financer ces projets. Pour leur survie, la plupart des travailleurs (impliqués dans la récolte des cabosses)

s'organisent pour vendre des cacaos marchands aux « acheteurs clandestins ». Ces derniers les revendent aux hommes d'affaires des pays voisins : Rwanda et Ouganda, principalement ;

- sur le plan économique, il y a lieu de souligner le fait de la logique capitaliste (JACQUES DE SAINT VICTOR, 2017) ou marginaliste qui tracte les projets de développement rural en RD. Congo. Car, en prônant « la recherche des intérêts à tout prix » (J- YVES, CAPUL, et O., GRNIER, 2011), la logique capitaliste cause leur financiarisation avec, comme conséquence, la paupérisation des masses rurales. A cela, s'ajoute la situation politico-sécuritaire du pays qui provoque, de temps en temps, des déplacements des populations. Ces déplacements concernent aussi bien les travailleurs de la CABEN, etc., que les autres cacaoyères à travers le pays (BOLIMA, B, W, 2019), etc.

En somme, il ressort de ce qui précède que « le caractère porteur de la cacao-culture durable à travers le monde » (BCEAO, 2014) n'est plus à démontrer. Il y a même des analyses qui estiment qu'au cours de ces dernières années, la demande de cacao augmentera de 30%, avec, principalement, la demande asiatique et celle des pays de l'Europe de l'Est. Certes, la poudre de cacao prisée par les nouveaux consommateurs devrait gagner en importance dans les échanges portant sur le cacao. Cette situation est d'autant plus importante pour l'avenir du marché de cacao que les grands centres de consommation vont se déplacer progressivement de l'Occident vers l'Asie et la CEI (BCEAO, 2014). Ce mouvement sera favorisé et amplifié par l'avantage comparatif des pays émergents dont la démographie se caractérise non seulement par sa vitalité, comparée à la population européenne vieillissante, mais aussi par la formation d'une classe moyenne appelée à se renforcer au fil des années. Décidément, il faut noter qu'avec cette

tendance actuelle de l'accroissement de la production, il est prévu à moyen terme un déficit de production des fèves de 1 million de tonnes » (BCEAO, 2014).

La sociologie comparée fait écho d'une étude, encore d'actualité, conduite sur les changements climatiques en Haïti (WWWayikita. Org/). Les résultats de celle-ci nous autorisent à faire l'apologie de la culture de cacao. Ils ont révélé qu'à partir de 2020, la température augmentera de 0,90 C et à l'horizon de 2050 de 1,80 C. En effet, cette augmentation de la température va affecter négativement le développement de certains systèmes de cultures comme le café, tandis que ce changement pourrait, par contre, s'avérer plus favorable pour les cacaoyers (WWWayikita. Org/). Voilà pourquoi cet espace géographique au cœur de l'Afrique, aujourd'hui, dénommé République Démocratique du Congo, puisqu'il demeure très propice à la culture de cacao, son « groupe porteur » doit se mettre à l'œuvre.

Il sied, en outre, de souligner qu'avec des nouveaux marchés de chocolat, la croissance à moyen terme de la consommation mondiale de cacao soit projetée à 3 % par an. Les perspectives de développement semblent extrêmement favorables. En effet, le soutien de l'industrie du cacao pour les Etats africains de l'Ouest, par exemple, est dorénavant, une priorité économique. Les aides à la production se multiplient dans ces pays. Nous avons déjà, pour ce faire, cité le Ghana, le Benin, et, plus, particulièrement, la Côte d'Ivoire. Classée 1^{ère} productrice mondiale de cacao. Celle-ci a placé la gestion de sa filière de cacao sous la tutelle du Conseil du Café-Cacao (CCC, en sigle). Celui-ci se veut un organisme public chargé de l'encadrement de la production et de la commercialisation. Il assure aux producteurs des prix en fonction du cours du marché international. De même, le Togo passe par le Comité de Gestion des Fi-

lières Café et Cacao (CGFCC) pour les mêmes fins (BCEAO, 2014). Le moment est venu pour que la RD. Congo entre dans la danse par la promotion de la culture de cacao et de l'économie cacaoyère durable.

A coup sûr, la filière de cacao se veut prometteuse, non seulement, pour la stabilité macro-économique du pays, par l'apport des devises, mais aussi et surtout, pour son équilibre social, avec la création d'emplois, etc. Face aux multiples crises que la République Démocratique du Congo connaît, la diversification de son économie devient une urgence. Il est temps que les acteurs socio-politiques s'appuient sur l'agriculture, plus, particulièrement, sur la cacao-culture durable.

De ce qui précède, il importe donc que l'Etat congolais se dote d'une politique nationale de prix du cacao en vue d'assurer un revenu attractif aux producteurs. Sa fixation doit cesser d'être abandonnée à la merci d'un marché libre dominé, depuis l'époque coloniale, par des planteurs indépendants, ainsi que des anciennes unités agro-industrielles, et, dans lequel se mêlent, aujourd'hui, « des acheteurs clandestins », (qui sont, généralement, des hommes d'affaires des pays voisins) (BOLIMA, B, W, 2019), tous travaillant pour l'exportation..

V. CONCLUSION ET PERSPECTIVES : POUR LA PROMOTION D'UNE ECONOMIE CACAOYERE DURABLE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'étude a consisté à l'analyse de la possibilité de la diversification de l'économie congolaise par la promotion de la culture de cacao à travers le pays. Il a fallu vérifier les opportunités qu'offre le marché mondial du cacao en vue de proposer des voies par lesquelles la RD. Congo, même

avec ses cacaoyères existantes, la Cacaoyère de Bengamisa (la CABEN), particulièrement, pourrait se procurer des devises et financer, ainsi, sa politique socio-économique nationale.

Sous le regard dialectico-contrefactuel, l'étude insiste sur la richesse du système agroforestier cacaoyer du pays. En outre, elle démontre qu'actuellement, le cacao se présente comme un énorme potentiel pour apporter une partie des réponses durables face aux grands défis économique-financiers auxquels le pays fait face. Selon que la « demande potentielle de cacao laisse augurer, à tous égards, de bonnes perspectives pour les pays producteurs, et, en s'inspirant de l'expérience du Ghana, de Benin, de l'Equateur, du Pérou, de Brésil (Amérique latine) et de l'Haïti, etc., de la Cote d'Ivoire, particulièrement, cette production sociologique souligne que la RD. Congo doit se saisir de cette opportunité de conquête de devises qui lui est offerte par le marché mondial de cacao (BCEAO, 2014) et d'en faire un secteur de croissance. De ce fait, tout en nous appuyant sur des propositions déjà faites, nous formulons des recommandations que voici, en vue de la promotion de l'économie cacaoyère durable (BCEAO, 2014) en République Démocratique du Congo :

- l'appropriation de la culture cacao durable (BCEAO, 2014) du fait qu'en ce moment de l'histoire, elle se présente comme un élément détonateur de l'économie nationale. Car, non seulement, la culture de cacao demeure moins exigeante techniquement, et en terme de main d'œuvre que le café et le palmier à huile par exemple, mais aussi et surtout, que le changement climatique, s'accompagnerait de l'augmentation de la température de 0,9° C à partir de 2020 et 1,8° C à l'horizon 2050. Ce changement pourrait s'avérer plus favorable pour les cacaoyers, s'il faut le rappeler ;
- la redynamisation des activités de toutes

les anciennes plantations de cacao à travers le pays, en passant par de nouvelles extensions, avec des nouveaux équipements et méthodes de travail. Celles-ci doivent être soutenues par des guides méthodologiques et techniques permettant d'évaluer la performance et la pertinence des techniques utilisées ;

- la relance de la Cacaoyère de Bengamisa, qui doit devenir « le cœur » (JACQUES ATTALI) de l'économie cacaoyère durable pour la nation congolaise. En effet, la culture de cacao durable en République Démocratique du Congo et le redressement de la CABEN s'avèrent, non seulement, une nécessité, mais, aussi et surtout, une opportunité. De par le potentiel agroécologique du pays, et les atouts que la CABEN présente dans l'« espace Bengamisa » (CAID/Province de la Tshopo), nous sommes d'avis qu'il est possible de multiplier sa production actuelle. Ceci favoriserait une augmentation du revenu des travailleurs, employés au sein du projet, ainsi que pour des planteurs indépendants, doublés des impacts sociaux et environnementaux importants ;

- l'initiation des producteurs et/ou tous ceux qui désirent investir dans la cacao-culture moderne aux nouvelles techniques, ainsi qu'aux données économiques et écologiques des différents systèmes agroforestiers cacaoyers aux fins de la multiplication des innovations techniques et technologiques en vue de répondre au double défi de la qualité et de la productivité ;

- l'intervention de l'Etat dans la fixation des prix du cacao en vue de maintenir l'équilibre de la production et assurer un revenu attractif aux producteurs. Il nous revient, ici, l'occasion de rappeler l'importance du prix de cacao pour la survie du secteur. Une étude dans ce domaine a révélé que « les producteurs plantent plus au moment où les prix sont à la hausse. Quand arrive la récolte, le décalage temporel entre ces prix favorables et la production effective pro-

voque une production excédentaire qui conduit à la baisse des prix. La demande étant rigide, cette baisse des prix est alors amplifiée, amenant les paysans à réduire leur offre lors des saisons suivantes. De nouveau, la rigidité de la demande tire le prix à la hausse et le cycle se répète » (BCEAO 2014);

- la création d'une structure (Office de Promotion et de Vente de Cacaos, OPVC, comme c'est le cas de CCC en Côte d'Ivoire et de CG-FCC au Togo) avec comme charge la réorganisation et la gestion de la filière (BCEAO, 2014) et la socialisation des acteurs qui s'engagent dans la filière aux exigences internationales de l'économie cacaoyère durable, relatives à la qualité des produits déterminées par le respect des règles normatives de production. Il aménagera, ensuite, un système de financement au profit des producteurs, l'amélioration de leurs conditions de vie et leur formation aux techniques de production durable, etc.

En résumé, nous ne pensons pas avoir épuisé la matière autour du thème sous-étude. Cependant, cette contribution, si modeste soit-elle, est utile à la conception d'une politique nationale de développement rural. En outre, cette étude présente la culture cacao durable comme le préalable pour que le cacao génère la croissance, et, que la Cacaoyère de Bengamisa devienne le « cœur » (JACQUES ATTALI), de « l'économie cacaoyère durable » (BCEAO, 2014) en République Démocratique du Congo.

VIII. BIBLIOGRAPHIE

Agritrade. (2011). Note de synthèse-secteur cacao. Juillet.

BCEAO. (2014). Étude monographique sur la filière cacao dans l'UEMOA. Juin.

Bolima B., W. (2017). La RD. Congo et la transformation de son milieu rural: Esquisse

d'une vue synoptico-sociologique des différentes stratégies d'aménagement de l'espace rural congolais, de la colonisation à ce jour. M.E.S, 98, 41-78.

Bolima B. W. (2017). Logique marginaliste et projets de développement rural en République Démocratique du Congo: Regard sociologique sur une base d'action capitaliste de la paupérisation des masses rurales. M.E.S, 101, 21-47.

Bolima B.W. (2017). Projets de développement rural, logique capitaliste, et la dynamique de la pauvreté en République Démocratique du Congo: Plaidoyer pour la territorialisation des projets de développement rural en RD. Congo. Cahiers Économiques et Sociaux, IRES, 33(1), 97-123.

Bolima Bolitsi, W. (2019). Les projets de développement rural en République Démocratique du Congo: Analyse sociologique de l'expérience de la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN) (Thèse de doctorat en Sociologie).

Bolima Bolitsi, W., & Masumbuku Kalonda, S. (2009). Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie Orientale: Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la R. D. Congo? M.E.S, 56, 33-72.

Bolima B., W., & Nemoyato Bagebola, J-P. (2020). La pratique économique dans une société étatique: Un regard dialectique sur les déterminismes sociaux. Revue M.E.S, 113(1), 35-41.

Bolima B. W., Iyeffa Wessa, P., & Nzenga Mambu, C-K. (2017). Projets de développement rural et la transformation de l'espace rural congolais: Bilan et perspectives dans le cas de la CABEN dans la Tshopo. Revue ECLAT DU CERIDA, 1, 101-137.

- Bongeli Yaikelo, E. (2009). De l'État-bébé à un État Congolais responsable. Paris: Harmattan LASK.
- Borgh-Bertels, M., & Engel, H. (1974). La Chine-Rurale: Des villages aux communes populaires. Éd. de l'Université Libre de Bruxelles.
- Carfantan, J.-Y., & Condamines, C. (1983). Vaincre la faim, c'est possible. Paris: Éd. Seuil.
- CIRAD. (2017). http://www.cirad.fr/fr/web_savoir/curieux/brochures/cacao/pdf/p1011pdf. Consulté le 26 août.
- CTB, Agence belge de développement. (2011). Le cacao, un levier de développement. <http://www.befair.be/sites/default/all-files/brochure/brochure%20cacao-FR-BD.pdf>.
- De Saint Victor, J. (2014). Capitalisme prédateur et logique mafieuse: Au-delà des « affaires », l'esprit mafieux a-t-il gangrené l'économie et nos démocraties? Conférence débat tenue à Toulouse, le 18 janvier.
- Dufumier, M. (2004). Agriculture et paysanneries des Tiers-Monde. Paris: Éd. Karthala.
- Easterly, W. (2006). Les pays pauvres sont-ils condamnés à rester? Paris: Nouveau Horizons.
- Élisma, C., & Joyal, A. (2013). Le défi développement rural en Haïti: Études de cas. Centre de recherche en développement territorial, Université du Québec.
- Esiso Asia – Amani, F. (2012). Manuel de méthodologie en sciences sociales. Kisangani, RD. Congo: Éd. de l'IRKA, PUK, UNIKIS.
- Houée, P. (1985). Quel avenir pour les ruraux? Paris: Éd. Économie et Humanisme & Les Éditions Ouvrières.
- Houée, P. (1996). Les politiques de développement rural (2ème éd. rev. et augm.). Paris: Éd. Economica, INRA.
- Iyeffa Wessa, P. (2004-2005). Le développement rural et la lutte contre la pauvreté par les projets agricoles: Cas de la cacaoyère de Bengamisa (CABEN) (Mémoire de Licence en Économie rurale). Unikin.
- Matata Ponyo Mapon, A., & Tsasa, K. J-P. (2019). L'artefact de la malédiction des ressources naturelles. *Revue Congo Challenge*, 1(2), 120-201.
- Mbaya Mudimba, R. (2009). Crise de la connaissance et sous-développement en RDC: Nécessité de la conscientisation pour le développement. Kinshasa-RDC: Éd. Universitaires Africaines.
- Mendras, H. (1999). Les sociétés paysannes. Paris: Éd. Larousse-Bordas.
- Ministère du Plan. (2004). Document de stratégie de la croissance et de réduction de la pauvreté (Version intérimaire). Mirak Impression, Kinshasa-Gombe.
- Mohamed E. (2006). Les politiques de développement rural en Tunisie: Acquis et perspectives. In Chassany, J. P. (Ed.), *CIHEAM, Option Méditerranéennes: Série A (n° 71)*.
- Mokili D. K., (1998). Politiques agricoles et promotion rurale au Congo-Zaïre 1885-1997. Paris: Éd. L'Harmattan.
- Mokonda B. N. (2009). Développement durable en milieu rural congolais: Cas de la Province Orientale. *Congo-Afrique*, 438, 606-632.
- N'Lefu M., A., & Ali. (2015). Croissance agricole et options d'investissement pour la réduction de la pauvreté en RD. Congo: Une analyse en équilibre général. *Lettre de l'IRES*, 39-40, 1-19.
- N'Safu Lukusu Vantoto. (1985). Le financement de la culture du cacao dans le processus du développement économique: Cas du projet cacao de Bengamisa. Unikin, FASEG, Kinsha-

sa-RDC.

PNUD. (2016). Rapport sur le développement humain 2016: Le développement humain. New York, États-Unis.

Quentin Deluermoz, & Pierre Singaravélou. (20XX). Explorer le champ des possibles: Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire. *Revue de l'Histoire Moderne et Contemporaine*, 59(3).

Rapport Brundtland. (1987). Notre avenir à tous. Montréal: Éd. du Fleuve.

Shultz, T. (1981). Il n'est de richesse que d'hommes: Investissement humain et qualité de la population. Bonnel, Paris.

Simmil, G. (1998). Les pauvres. Quadrige, PUZ.

Source disponible en ligne. (2016). <http://www.granddictionnaire.com>. Consulté le 31 août.

Stiglitz, J. (2000). La grande désillusion. Paris: Fayard.

Susan George. (1978). Comment meurt l'autre moitié du monde: Les vraies raisons de la faim. Paris: Robert Laffont.

Toengaholo Kundo. (1993). Pour une approche managériale dans la réalisation des projets de développement communautaire au Zaïre. *Zaire-Afrique*, 272, 97-103.

Trahm, J. S. (1978). Pourquoi sont-ils si pauvres? Fait et chiffres en 57 tableaux sur les mécanismes du sous-développement. À la Braconnière.

Ubole Khoshi, T., & Yumbu Protais. (2017).

RD. Congo: Terre de potentialités, d'opportunités, de convoitises et de pillages: Des originaux à nos jours. Kinshasa: Éd. du CEPAS.

UNCTAD. (2017). <http://www.unctad.org/infocomm/francais/cacao/marche.htm>. Consulté le 19 avril.

Wikipedia. (2016). http://fr.wikipedia.org/wiki/village*cite_note4. Consulté le 31 août.

Wikipedia. (2016). <http://fr.wikipedia.org/wiki/village>. Consulté le 3 septembre.

Wikipedia. (2017). <http://fr.wikipedia.org/wiki/cacao>. Consulté le 17 mars.

Yannick Paul – Estelle Gnamiam. (2008). Libération et pauvreté: Le cas des producteurs de cacao de la Côte d'Ivoire (Mémoire de Maîtrise en Administration des affaires). Université du Québec à Montréal.